

Etats-Unis/Au lendemain du retrait de l'accord de Paris

La déception est vive

AFP
Bruxelles/Belgique

Du coup, l'UE et la Chine s'affichent comme les nouveaux porteurs de flambeau de la diplomatie climatique.

LES Etats-Unis désormais isolés sur la scène internationale après leur retrait de l'accord de Paris sur le climat, l'UE et la Chine se sont aussitôt affichées comme les nouveaux porteurs de flambeau de la diplomatie climatique.

Les réactions ont fusé des quatre coins de la planète – dans la sphère politique mais aussi économique – entre stupeur, colère et effarement, mais aussi détermination à poursuivre l'effort collectif promis à Paris.

Le président russe Vladimir Poutine s'est toutefois refusé à "condamner" son homologue américain, plaidant pour un "travail en commun" avec les Etats-Unis.

Dès l'ouverture d'un sommet entre l'UE et la Chine hier matin à Bruxelles, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a dessiné les contours d'un nouveau moteur pour la "diplomatie climat".

"Notre partenariat aujourd'hui est plus important que jamais", a assuré M. Juncker. Et la lutte contre le changement climatique, "plus importante aujourd'hui qu'hier", a lancé le chef de l'exécutif européen en guise d'introduction.

Aux côtés de la Chine, l'engagement des Etats-Unis de Barack Obama avaient largement participé à la réussite de l'accord de Paris, signé en décembre 2015 par plus de 190 pays et qui vise à contenir la hausse de la température moyenne mondiale "bien en deçà" de 2°C par rapport à l'ère pré-indus-



Photo : AFP

Après l'annonce par le président Donald Trump du retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris... Photo de droite : ... UE et Chine (ici le Premier ministre Li Keqiang entouré des présidents de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, à gauche, et du Conseil européen Donald Tusk) s'affichent comme les nouveaux porteurs de flambeau de la diplomatie climatique.



Photo : AFP

trielle.

Le retrait américain de cet accord pourrait, "dans la pire des scénarios", se traduire par une augmentation supplémentaire de 0,3 degré de la température du globe au cours du 21ème siècle, a estimé hier l'Onu.

Washington, deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre après la Chine, se retrouve désormais isolé dans le dossier climatique : seuls la Syrie et le Nicaragua n'avaient pas rejoint la coalition mondiale.

L'UE s'est dite prête à porter le flambeau, "à montrer la voie", selon l'expression du commissaire européen à l'Action pour le climat et négociateur à Paris, Miguel Arias Canete.

La Chine de son côté est prête à "chérir le résultat chèrement gagné" à Paris, et à prendre des mesures concrètes pour permettre la mise en œuvre de l'accord.

Une déclaration conjointe de l'UE et de la Chine était attendue en ce sens. Une conférence de presse commune prévue à la mi-journée a pris du retard.

Selon un projet de déclaration commune rédigé avant même le retrait officiel américain, et que l'AFP a pu consulter, les deux parties s'apprêtent à "confirmer leurs engagements" pris à Paris et à "ac-

célerer leur coopération pour améliorer la mise en œuvre" de l'accord.

Autre puissance asiatique, l'Inde a appelé au respect de l'accord de Paris.

Pour Geneviève Pons, de l'ONG de défense de l'environnement WWF, la décision américaine "est une invitation à d'autres pays pour intensifier leur coopération, voir plus grand et être plus téméraire pour s'attaquer au changement climatique".

PLUS DETERMINES QUE JAMAIS• Jeudi, après avoir longtemps entretenu le suspense, Donald Trump a annoncé que "l'heure (était) venue" pour son pays de quitter l'accord de Paris, depuis les jardins de la Maison Blanche, dans un long discours – parfois confus.

Affichant sa volonté de négocier un "nouvel accord" ou de renégocier l'accord existant, Donald Trump, élu sur la promesse de "L'Amérique d'abord", est resté extrêmement évasif sur les engagements que les Etats-Unis seraient prêts à prendre.

La réponse des Européens, tranchante, ne s'est pas fait attendre : s'ils "regrettent" cette décision, Berlin, Paris et Rome ont souligné, dans un communiqué commun, que l'accord ne pouvait en aucun cas être renégocié. Un traité international "engage un pays, pas un parti"

politique, a vertement réagi Miguel Arias Canete, pour qui les Etats-Unis n'ont pas tiré les leçons de Kyoto, précédent accord sur le climat auquel ils n'avaient pas participé. Les Nations Unies, qui chapeautent l'accord, ont fait part de leur "grande déception".

La chancelière allemande Angela Merkel affirmé être "plus déterminée que jamais" à agir pour le climat après la claque infligée par Donald Trump.

"On ne peut pas arrêter l'action concernant le climat", pas plus que le changement climatique est indéniab, a souligné de son côté le secrétaire général des Nations-Unies Antonio Guterres.

En opposition au président américain qui affiche sa volonté de soutenir les énergies fossiles au nom de la défense de l'emploi, les Européens, mais aussi le Brésil ou la Nouvelle-Zélande, ont réitéré que la transition énergétique est un facteur de croissance.

Le président français Emmanuel Macron a même appelé les scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs américains à venir travailler en France sur "des solutions concrètes" pour le climat. "Make our planet great again", a-t-il lancé en anglais, dans une paraphrase du slogan de Donald Trump ("Make

America great again" – rendre sa grandeur à l'Amérique-).

REVERS POUR LE LEADERSHIP AMERICAIN• La décision de jeudi va au-delà de la question climatique. Elle donne une indication sur le rôle que les Etats-Unis sous la direction de Donald Trump entendent jouer sur la scène internationale dans les années à venir.

Aux Etats-Unis, de nombreuses figures du monde économique ont fait part de leur déception, et ont insisté sur l'urgence d'agir face au réchauffement.

Elon Musk, par exemple, le très médiatique PDG du constructeur de voitures électriques Tesla et ardent défenseur des énergies renouvelables, a immédiatement quitté un poste de conseiller de Donald Trump.

De New York à la Californie, plusieurs dizaines de villes et d'Etats américains ont immédiatement organisé la résistance, promettant qu'au niveau local l'Amérique continuerait d'avancer vers une économie verte.

Barack Obama a amèrement regretté l'arbitrage de son successeur, mais gardait espoir que "nos Etats, villes et entreprises seront à la hauteur et en feront encore plus pour protéger notre planète pour les générations futures".

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. Nouveaux soupçons sur Zuma après la fuite d'e-mails compromettants**

Le Congrès national africain (ANC) au pouvoir en Afrique du Sud a demandé hier au gouvernement des explications sur des milliers de courriels publiés dans la presse qui accusent, à nouveau, le président Jacob Zuma de corruption.

• **Maroc/Diplomatie. Le roi annule son déplacement au sommet de la Cédéao**

Le roi du Maroc n'ira pas au Liberia ce week-end pour participer au sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) en raison de la "controverse" liée à la présence du Premier ministre israélien, a-t-on appris de source officielle.

• **RDCongo/Politique. Katumbi porte plainte auprès de l'Onu**



Photo : AFP

L'opposant congolais en exil Moïse Katumbi a porté plainte hier auprès de l'Onu à Genève contre le gouvernement du président Joseph Kabila qu'il accuse de vouloir l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle.

• **Tunisie/Migrants. Six corps rejetés par la mer**
Six corps de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, dont ceux de quatre femmes et un enfant, ont été rejetés par la mer depuis jeudi à Zarzis, une ville tunisienne proche de la Libye, a indiqué à l'AFP la Protection civile.

A travers le monde

• **Afghanistan/Manifestation. Quatre morts à Kaboul**

Quatre personnes ont été tuées hier lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et une foule en colère exigeant la démission du gouvernement afghan après le sanglant attentat (au moins 90 morts) qui a frappé Kaboul mercredi.

• **Philippines/Attque. 37 morts et la main de l'EI**

Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a revendiqué hier l'attaque d'un casino à Manille, où 37 personnes sont mortes par suffocation au cours de la nuit, dans un incendie provoqué par un homme armé qui s'est ensuite suicidé.

Cameroun/Terrorisme

Au moins neuf morts dans un double attentat attribué à Boko Haram

AFP
Yaoundé/Cameroun

AU moins neuf civils ont été tués hier dans un double attentat-suicide à Kolofata dans l'Extrême-nord du Cameroun près du Nigeria, selon le gouverneur de la région qui en rend responsable le groupe jihadiste nigérian Boko Haram.

Le bilan provisoire du double attentat est de "onze morts, dont les deux kamikaze et une trentaine de blessés", a rapporté le gouverneur, Midjiyawa Bakari, lors d'une intervention à la radio d'Etat. Selon lui, deux kamikazes sont entrés à Kolofata "vers 5 heures 30" en se faisant passer pour des réfugiés nigériens. "Ils ont pu surprendre les populations" en actionnant leur charges explosives alors

que les habitants observant le ramadan prenaient leur petit déjeuner avant l'aube, a expliqué M. Midjiyawa.

"Très rapidement, nous nous sommes mobilisés pour secourir les blessés", a-t-il ajouté, précisant que certains ont été transférés dans la ville voisine de Mora. Les "cas jugés plus critiques" étaient en cours d'acheminement à Maroua, le chef-lieu de la région.

"Nous saisissons cette occasion pour condamner, au nom du chef de l'Etat (Paul Biya), ces actes barbares (et) rétrogrades, surtout en cette période de recueillement, en cette période de prière intense", a ajouté le gouverneur en référence au ramadan. "Nous appelons également les populations à plus de vigilance. Les gens ont tendance à penser qu'avec Boko Haram, la page est tournée. Non ! Ils obser-

vent les faits et gestes des populations au quotidien pour trouver des failles et frapper pour faire (un) maximum (de victimes)", a-t-il poursuivi. "C'est une guerre psychologique. Toutes les mosquées doivent s'organiser pour avoir leurs comités de vigilance et travailler avec soit la gendarmerie soit le commissariat (police) pour un minimum de sécurité", a déclaré le gouverneur.